

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2005 — 888

[C - 2005/14070]

21 MARS 2005. — Arrêté ministériel relatif à l'agrément des organismes habilités à effectuer les épreuves des chapitres 6.7, 6.8 et 6.9 du RID

Le Ministre de la Mobilité,

Vu le règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses, ci-après dénommé "RID", figurant à l'annexe I<sup>re</sup> de l'appendice B de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires, approuvée par la loi du 25 avril 1983;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1998 relatif au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer, à l'exception des matières radioactives, modifié par l'arrêté royal du 7 octobre 2002, et notamment les articles 9bis et 9ter;

Considérant qu'Apragaz et l'Association Bureau Veritas répondent aux exigences de l'article 9ter de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 relatif au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer, à l'exception des matières radioactives;

Considérant qu'Apragaz et l'Association Bureau Veritas répondent aux exigences du RID, et notamment à la section 6.8.2.4.6 relative à la reconnaissance réciproque au niveau international des experts agréés pour effectuer les épreuves des wagons-citernes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les organismes suivants sont agréés en vue d'effectuer les épreuves qui sont prévues aux chapitres 6.7, 6.8 et 6.9 du RID, qui ont trait à la construction et aux épreuves que doivent subir, respectivement, les citernes mobiles, les wagons-citernes, citernes amovibles, conteneurs-citernes et caisses mobiles citernes dont les réservoirs sont construits en matériaux métalliques, les wagons-batteries et conteneurs à gaz à éléments multiples ainsi que les conteneurs-citernes en matière plastique renforcée de fibres :

1. "ASSOCIATION BUREAU VERITAS" ayant son siège social à 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 128-136;
2. "APRAGAZ" ayant son siège social à 1120 Bruxelles, chaussée de Vilvoorde 156.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 mars 2005.

R. LANDUYT

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2005 — 888

[C - 2005/14070]

21 MAART 2005. — Ministerieel besluit betreffende de erkenning van instanties die gerechtigd zijn om de beproevingen van de hoofdstukken 6.7, 6.8 en 6.9 van het RID uit te voeren

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op het reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van gevaarlijke goederen, hierna "RID" genaamd, dat als bijlage I is opgenomen in het aanhangsel B van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer, goedgekeurd bij de wet van 25 april 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1998 inzake het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor, met uitzondering van de radioactieve stoffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2002, en in het bijzonder de artikels 9bis en 9ter;

Overwegende dat Apragaz en de Vereniging Bureau Veritas voldoen aan de verplichtingen van artikel 9ter van het koninklijk besluit van 11 december 1998 inzake het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor, met uitzondering van de radioactieve stoffen;

Overwegende dat Apragaz en de Vereniging Bureau Veritas voldoen aan de verplichtingen van het RID, en in het bijzonder aan de sectie 6.8.2.4.6 betreffende de wederzijdse erkenning op internationaal vlak van de erkende experten om beproevingen van tankwagens uit te voeren,

Besluit :

**Artikel 1.** De volgende instanties worden erkend om de beproevingen uit te voeren die voorgeschreven zijn in de hoofdstukken 6.7, 6.8 en 6.9 van het RID, die betrekking hebben op de constructie en de beproevingen die, respectievelijk, de mobiele tanks, de tankwagens, afneembare tanks, tankcontainers en wissellaadtanks waarvan de houders vervaardigd zijn uit metaal, de batterijwagens en gascontainers met meerdere elementen evenals de tankcontainers uit vezelversterkte kunststof moeten ondergaan :

1. "VERENIGING BUREAU VERITAS" met sociale zetel te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 128-136;
2. "APRAGAZ" met sociale zetel te 1120 Brussel, Vilvoordsesteenweg 156.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 21 maart 2005.

R. LANDUYT

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 889

[2005/200937]

10 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de modification des plans de secteur de Malmedy-Saint-Vith et de Hautes Fagnes-Eifel en vue de l'inscription de zones d'extraction en extension de la zone d'extraction dite de "La Warchenne" située sur le territoire des communes de Malmedy et Waimes (planche 50/6 N) et de la désaffectation de zones d'extraction sur le territoire des communes de Waimes, Malmedy (Burnenville et Ligneuville) et Jalhay (Sart) (planches 50/6 N et S, 50/5 N et 50/2 N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 22, 32, 35, 36, 40, 41 et 42 à 46 (ou alors 40 à 46);

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 28 août 1979 établissant le plan de secteur de Hautes Fagnes-Eifel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith et adoptant l'avant-projet de modification de plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière de la Warchenne et d'un périmètre de réservation pour une desserte routière sur le territoire des communes de Malmedy et Waimes (planche 50/6 N);

Vu les avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 28 mai 2004 et du 28 février 2005;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, notamment ses principes généraux d'aménagement en matière d'exploitation du sous-sol, de valorisation du patrimoine, de protection et de gestion des ressources;

Considérant que, à la suite d'un appel d'offres lancé le 10 octobre 2003, le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement a désigné, en date du 7 janvier 2004, la S.A. Atelier 50, agréée en vertu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de la législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, pour réaliser l'étude d'incidences relative au projet de modification susdit;

Considérant que la déclaration de politique régionale 2004-2009 présentée le 20 juillet 2004 au Parlement wallon, indique explicitement, dans son titre 6 (partie II) consacré à l'aménagement du territoire, la volonté du Gouvernement de procéder à des révisions thématiques des plans de secteur relatives aux zones d'extraction;

Considérant que l'objectif du Gouvernement wallon est de répondre, dans les meilleurs délais, aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant que le Gouvernement wallon, en date du 27 mars 2002, a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction, sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'Administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude de l'Université de Liège (Professeur E. Poty) relative à l'inventaire des ressources du sous-sol et aux perspectives des besoins à terme de l'industrie extractive en Région wallonne, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation ne peut se poursuivre plus de six ans dans les limites actuelles du plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;

- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie (chaux et calcaires purs industriels, ciment, pierres ornementales, briques et tuiles, réfractaires et sables de fonderie);

Considérant le dossier de demande de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith introduit en 2001 par la S.A. Bodarwé et fils;

Considérant que la carrière de la Warchenne est exploitée depuis de nombreuses années par la société Carrières et Entreprises Bodarwé et fils pour l'extraction de quartzite;

Considérant qu'outre une importante production annuelle de concassés (500 000 tonnes) destinés aux travaux de génie civil, la société produit et met sur le marché des moellons, dits "Pierre de Waimes", utilisés en construction, parement et restauration de bâtiments;

Considérant par ailleurs que la révision du plan de secteur permettra également l'inscription en zone d'extraction de dépendances de carrière, à savoir l'extension prévue du dépôt de stériles au Nord-Ouest des fronts d'exploitation, les bassins de décantation installés en bordure est du site, ainsi que le garage, le stockage de pièces et les parkings implantés au sud de la carrière, de part et d'autre de la ligne de chemin de fer;

Considérant qu'une étude hydrogéologique réalisée par le bureau d'études ARIES en juillet 2004 a estimé que l'extension de la carrière pourrait diminuer d'un quart la capacité actuelle du captage de Libômont et d'environ 5 % le débit des sources de l'Espérance;

Considérant que l'étude d'incidences ne remet en cause ni l'existence et l'ampleur des besoins dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement, ni l'intérêt quantitatif et qualitatif du gisement; que, au seul regard de la réponse quantitative aux besoins, elle ne conteste en conséquence pas l'option du Gouvernement wallon d'affecter en zone d'extraction des terrains d'une superficie de quelque 31 ha sur le territoire des communes de Waimes et Malmedy;

Considérant que l'étude d'incidences a confirmé que la mise en œuvre de la modification de plan de secteur :

- permettra l'extension de l'exploitation qui arrivera en fin de gisement de la zone d'extraction actuelle dans un an ou deux d'exploitation au rythme d'extraction actuel;

- est adéquate en termes d'utilisation des produits d'extraction, compte tenu de la valorisation de la roche par l'exploitant actuel;

- permettra le maintien d'une trentaine d'emplois directs sur le site;

- conduira à une exhaure dont l'impact ne sera pas significatif sur l'exploitation de la carrière proprement dite;

- aura un impact faible sur les sources de l'Espérance et sur le captage de Libômont, et que des alternatives d'alimentation en eaux de distribution seront possibles;

- concerne des terrains d'aptitude relativement moyenne pour la prairie et l'épicéa;

- concerne une flore relativement banale et n'est pas susceptible d'affecter de manière significative des sites Natura 2000;

Considérant que l'étude d'incidences a mis en évidence que la mise en œuvre de la modification de plan de secteur :

- libèrera occasionnellement dans la rivière "Warchenne" des eaux de ruissellement fortement chargées de particules en suspension, ce qui pourrait y entraîner une turbidité plus importante;
- pourrait contribuer à une diminution significative du débit de la "Warchenne" à hauteur de la carrière;
- ne permet vraisemblablement pas le transport par le rail des produits issus de la carrière compte tenu du fait que la ligne ferroviaire n° 45 traversant la partie sud du site n'est plus utilisée depuis octobre 2004;
- constitue une nuisance pour les riverains des routes d'accès à la carrière ainsi que pour le camping d'Arimont;
- rapprochera de la ferme de l'Espérance les fronts de taille de la carrière et amputera l'exploitation agricole de 2,6 ha de prairies situées à proximité immédiate de la ferme;
- conduira à des vibrations dues aux tirs de mines qui pourraient induire des dépassements de la norme au droit des nouvelles installations de la ferme de l'Espérance;
- aura un impact visuel et paysager indéniable;

Considérant que dans sa recherche d'alternatives de délimitation à l'avant-projet susceptibles de réduire les nuisances ou inconvénients de l'exploitation, l'étude d'incidences suggère de réduire le périmètre à hauteur de la ferme de l'Espérance;

Considérant que cette réduction locale du périmètre implique une légère extension au nord, pour répondre aux besoins dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement;

Considérant en outre que, dans sa recherche d'ajustement des affectations en vue de réduire les nuisances ou inconvénients de l'avant-projet, l'étude d'incidences suggère d'inscrire en zone agricole des terrains actuellement inscrits en zone forestière et situés à proximité immédiate de la ferme de l'Espérance;

Considérant que les suggestions de l'auteur d'étude d'incidences en termes de réversibilité des affectations ne sont pas justifiées;

Considérant que la création d'une route industrielle entre la carrière et la route N632 sur une distance de l'ordre d'un kilomètre permettrait d'améliorer l'accessibilité routière du site et de limiter les nuisances de voisinage dues au trafic des camions;

Considérant que le périmètre de réservation de part et d'autre de ce projet de route peut être réduit à une dizaine d'hectares;

Considérant que des mesures devront être prises par l'exploitant de la carrière pour conserver un débit minimal de la rivière "Warchenne";

Considérant que les mesures relatives à la réduction, voire à la suppression de l'impact visuel et paysager du projet devront être prises par l'exploitant de la carrière;

Considérant qu'une zone tampon d'au moins 20 mètres à l'intérieur du périmètre de la zone d'extraction sera préservée de toute extraction;

Considérant que l'exploitant de la carrière devra réaliser une plantation de haies ou une barrière d'alignement d'arbres dans la zone tampon à hauteur de la ferme de l'Espérance;

Considérant en outre que les différentes mesures visant à réduire et/ou compenser les nuisances liées à l'exploitation, pourront être affinées par l'étude d'incidences à réaliser dans le cadre de la demande de permis unique, laquelle devra être introduite après modification du plan de secteur;

Considérant également que l'activité extractive est soumise aux conditions d'exploitations conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances devront être rencontrées par les conditions auxquelles sera délivré le permis d'environnement ou unique;

Considérant que la zone agricole située entre le chemin bordant la carrière à l'ouest et la zone d'extraction existante est, dans les faits, boisée et qu'il est souhaitable de maintenir cette occupation forestière pour améliorer la stabilité du teruil établi dans la partie ouest du site;

Considérant que des efforts d'aménagement dudit teruil devront être poursuivis pour éviter tout glissement de terrain, notamment en y aménageant des paliers et en y drainant les eaux de pluies;

Considérant que le versant ouest du teruil actuel est dans les faits boisé et peut d'ores et déjà être affecté en zone forestière;

Considérant que la demande de la commune de Waimès de réaffecter la carrière après exploitation en Centre d'enfouissement technique ne pourra être rencontrée, compte tenu des dispositions de l'article 32 du Code;

Considérant qu'il y a lieu de désaffecter des zones destinées à l'urbanisation en compensation de l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation de manière à anticiper l'entrée en vigueur de la modification de l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, suite au décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

Considérant que la zone d'extraction située à l'est du village de Walk, sur le territoire de Waimès n'est plus exploitée, qu'elle a fait l'objet d'un remblayage partiel et que l'affectation "zone forestière" est la plus adéquate;

Considérant que la zone d'extraction située au sud de la zone d'activité économique de Pont-de-Warche sur le territoire de la commune de Malmédy ne se justifie plus compte tenu de l'intérêt biologique et géologique de l'ancienne carrière; que l'extension s'étend essentiellement dans du poudingue permien n'ayant pas de valeur économique; que les affectations en "zone naturelle" et "zone forestière" sont les plus adéquates respectivement pour l'ancienne carrière et pour le solde de la zone d'extraction;

Considérant que la zone d'extraction située à l'est du village de Ligneuville, sur le territoire de la commune de Malmedy ne se justifie plus compte tenu de la cessation d'activité de cette carrière due aux problèmes de voisinage, de son rachat par un exploitant agricole et que l'affectation "zone agricole" est la plus adéquate;

Considérant que la zone d'extraction située au lieu-dit Wihonfagne sur le territoire de la commune de Jalhay ne se justifie plus compte tenu de l'intérêt écologique de la zone, de sa désignation comme site Natura 2000 et de sa mauvaise accessibilité, et que l'affectation en "zone naturelle" est la plus appropriée;

Considérant, compte tenu de ce qui précède, qu'il s'indique de prendre les mesures suivantes :

a) sur le territoire de Waimes :

- l'inscription d'une zone d'extraction de 26 ha correspondant à la réserve de gisement de la carrière de la Warchenne ainsi qu'à l'extension du terroir de stériles à l'ouest des fronts;

- l'inscription d'une zone d'extraction d'1,5 ha pour l'intégration des bassins de décantation situés en bordure est de la carrière;

- l'inscription d'une zone d'extraction de 2 ha pour l'intégration des bureaux et des installations de traitement de la pierre au sud de la zone d'extraction existante;

- l'inscription au sud de la zone d'extraction actuelle d'un périmètre de réservation de 170 ha, de part et d'autre d'un projet de route industrielle entre la carrière et la route N632;

- la conversion de 3,5 ha de zone d'extraction à l'ouest de la zone d'extraction existante en zone forestière;

- la conversion de 0,2 ha de zone agricole à l'ouest de la zone d'extraction existante en zone forestière;

- la conversion de 3 ha de zone forestière au nord-est de la zone d'extraction existante en zone agricole;

- la conversion d'1,7 ha de zone d'extraction à l'est du village de Walk en zone forestière;

b) sur le territoire de Malmedy :

- l'inscription d'une zone d'extraction d'1 ha pour l'intégration des bureaux et des installations de traitement de la pierre au sud de la zone d'extraction existante;

- l'inscription au sud de la zone d'extraction actuelle d'un périmètre de réservation de 0,5 ha, de part et d'autre d'un projet de route industrielle entre la carrière et la route N632;

- la conversion d'une zone d'extraction au sud de la zone d'activité économique de Pont-de-Warche en 0,3 ha de zone naturelle et 2,5 ha de zone forestière;

- la conversion d'une zone d'extraction de 3 ha à l'est du village de Ligneuville en zone agricole;

c) sur le territoire de Jalhay :

- la conversion d'une zone d'extraction de 21 ha au lieu-dit Wihonfagne en zone naturelle;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1<sup>er</sup> du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive pour une durée de trente ans;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement adopte le projet de modification du plan de secteur selon le plan ci-annexé qui comprend l'inscription :

- d'une zone d'extraction au nord et au sud de la carrière de la Warchenne sur Waimes et Malmedy;

- d'un périmètre de réservation au sud de la carrière sur Waimes et Malmedy;

- d'une zone forestière à l'ouest de la carrière sur Waimes;

- d'une zone agricole au nord-est de la carrière sur Waimes;

- d'une zone d'espaces vertsforestière à l'est du village de Walk sur Waimes;

- d'une zone naturelle et d'une zone forestière au sud de la zone d'activité économique de Pont-de-Warche sur Malmedy;

- d'une zone naturelle agricole à l'ouest du village de Ligneuville sur Malmedy;

- d'une zone naturelle au lieu-dit Wihonfagne sur Jalhay.

**Art. 2.** Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Les avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 28 mai 2004 et du 28 février 2005 sont publiés ci-dessous

**Avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 28 mai 2004 relatif à l'études d'incidences du projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de La Warchenne sur le territoire des communes de Malmedy et Waimes (1<sup>re</sup> phase)**

La section Aménagement normatif de la CRAT a examiné la première phase de l'étude d'incidences de la révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith qui vise l'inscription d'une zone d'extraction de 30,9 ha et d'un périmètre de réservation de 18,6 ha en vue de créer une voirie d'accès à l'extension sur des terrains inscrits actuellement en zone agricole et en zone forestière au plan de secteur en prolongement de la zone d'extraction actuelle " La Warchenne " sur le territoire des communes de Malmedy et Waimes.

La demande émane de la société Bodarwé et fils implantée à Baugez (Malmedy).

L'étude a été réalisée par le bureau d'études Atelier 50 dûment agréé pour ce type de projets.

La CRAT rend l'avis suivant en date du 28 mai 2004 :

**1. Sur l'opportunité du projet**

Considérant que les conclusions de la première phase de l'étude d'incidences ont pour but d'éclairer le décideur quant à la poursuite ou non de l'étude d'incidences vis-à-vis des résultats menés dans le cadre de l'analyse de la situation de fait et de droit.

Constatant que cette conclusion est lacunaire en ce qui concerne :

la nature exacte du gisement : l'étude d'incidences se limite à conclure que "la poursuite de l'exploitation dans l'axe du pli devrait permettre de bénéficier de la même qualité de gisement, sauf en cas d'accident tectonique qui en modifierait la disposition" (p. 39 de l'étude d'incidences);

l'impact de l'extension de la carrière sur les captages existants l'étude hydrogéologique complémentaire relève la nécessité d'approfondir cette problématique en vue de mieux connaître le comportement de la nappe suite à l'excavation de la roche;

les eaux d'exhaure à réaliser dans le cadre de l'extension : l'étude ne fait aucune estimation quant à la quantité des eaux d'exhaure à évacuer.

La CRAT estime qu'une réponse appropriée aurait dû être apportée dès la fin de la première phase. Aussi, la CRAT estime qu'elle ne peut se prononcer dans l'état actuel du dossier en ce que les documents présentés ne lui permettent pas de se forger un avis pertinent.

Elle demande qu'une étude complémentaire soit réalisée approfondissant les aspects géologiques et hydrogéologiques du site avant d'entamer la 2<sup>ème</sup> phase de l'étude, et ce dans un souci de gestion parcimonieuse des deniers publics.

**2. Sur la qualité de l'étude**

La CRAT estime que l'étude est inaboutie, celle-ci se limitant à reproduire le contenu du cahier des charges et à rassembler les éléments existants. L'étude d'incidences n'apporte rien de neuf dans ses conclusions et laisse au contraire le décideur face à des questions non résolues, questions cependant fondamentales pour décider de la poursuite ou non de la procédure.

Ainsi, la CRAT constate notamment que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges en ce qui concerne le point 2 - Evaluation quantitative et qualitative de l'intérêt économique du gisement - du chapitre II.

La CRAT insiste pour que l'étude hydrogéologique soit intégrée dans la première phase de l'étude d'incidences.

Mme M. ANDRE,  
présidente

**Avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 28 février 2005 relatif à l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith visant l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de la Warchenne à Malmedy et à Waimes**

La CRAT, section Aménagement normatif, a examiné la seconde partie de l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith visant l'inscription d'une zone d'extraction de 30,9 ha sur des terrains inscrits en zone forestière et en zone agricole en prolongement de la zone d'extraction de la carrière de la Warchenne et l'inscription d'un périmètre de réservation de 18,6 ha en vue de la construction d'une liaison routière entre la carrière et la RN 632 sur le territoire des communes de Malmedy et de Waimes.

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau d'études Atelier 50, dûment agréé pour ce type de projets.

La demande émane de la société Bodarwé et Fils implantée à Baugez (Malmedy).

La CRAT rend l'avis suivant en date du 28 février 2005 :

**1. Sur l'opportunité du projet**

Considérant que la première partie de l'étude avait été considérée par la CRAT comme inaboutie dans la mesure où elle ne donnait aucune précision quant à la qualité du gisement, à l'impact de l'extension de l'exploitation sur les captages existants, l'étude hydrologique complémentaire relevant la nécessité d'approfondir cette question, et à la problématique des eaux d'exhaure dans l'extension;

Considérant que la seconde partie a apporté un éclairage satisfaisant aux interrogations que se posait la CRAT dans son premier avis;

La CRAT rend un avis favorable au projet de modification du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith.

Elle demande cependant qu'un accord soit trouvé dans les meilleurs délais et à tout le moins avant la réalisation de l'étude d'incidences du projet, avec l'agriculteur exploitant la Ferme de l'Espérance dont la nouvelle étable se trouvera à quelque 45 m de la limite de la future zone d'extraction. Elle estime que la meilleure solution consisterait à relocaliser ce bâtiment à un autre endroit de la propriété. Elle considère par ailleurs que la proposition de l'étude d'incidences de convertir deux zones forestières en zone agricole de manière à compenser la perte de prairies n'est pas pertinente au vu de la qualité du sol. Elle suggère que dans toute la mesure du possible, l'emprise de l'extension sur les prairies soit quelque peu réduite.

De plus, l'étude d'incidences du projet devra prendre en compte les aspects suivants :

- la réalisation d'une étude de bruit principalement pour le village d'Hottleux;
- l'étude des conséquences de l'exhaure sur le débit de la Warchenne si l'exploitant de la carrière est autorisé à exploiter sous le niveau 443 m;
- une étude approfondie du réaménagement de la carrière dans un souci de recréer un cadre paysager durable.

## 2. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime l'étude d'incidences de bonne qualité.

### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 889

[2005/200937]

**10. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Abänderungsprojekts der Sektorenpläne Malmedy-Sankt Vith und Hohes Venn-Eifel zwecks der Eintragung von Abbaugebieten als Erweiterung des auf dem Gebiet der Gemeinden Malmedy und Weismes gelegenen, "La Warchenne" genannten Abbaugebiets (Karte 50/6 N) und zur Stilllegung von Abbaugebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Weismes, Malmedy (Burnenville und Ligneuville) und Jalhay (Sart) (Karten 50/6 N und S, 50/5 N und 50/2 N)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 32, 35, 36, 40, 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. November 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1997 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. August 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Hohes Venn-Eifel;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den die Revision des Sektorenplans Malmedy - Sankt Vith beschlossen wird und zur Annahme des Vorentwurfs zur Planabänderung zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs "La Warchenne" und eines Reserveumkreises zum Anlegen einer Zufahrtsstraße auf dem Gebiet der Gemeinden Malmedy und Weismes (Karte 50/6 N);

Aufgrund der Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung vom 28. Mai 2004 und vom 28. Februar 2005;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung angenommenen Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER), insbesondere seiner allgemeinen Raumordnungsgrundsätze in Sachen Bewirtschaftung der Bodenschätze, Inwertsetzung des Erbes, Schutz und Bewirtschaftung der Ressourcen;

In der Erwägung, dass infolge eines am 10. Oktober 2003 erfolgten Angebotsaufrufs der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt am 7. Januar 2004 die aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und der Gesetzgebung bezüglich der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt zugelassene "S.A. Atelier 50" bezeichnet hat, um die Umweltverträglichkeitsprüfung über das vorerwähnte Abänderungsprojekt durchzuführen;

In der Erwägung, dass die am 20. Juli 2004 im Wallonischen Parlament vorgestellte regionalpolitische Erklärung 2004-2009 in ihrem Titel 6 (Teil II), der der Raumordnung gewidmet ist, den Willen der Regierung, thematische Revisionen der Sektorenpläne bezüglich der Abbaugebiete vorzunehmen, ausdrücklich meldet;

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung ist, so schnell wie möglich den Raumbedürfnissen für die Abbautätigkeiten für die nächsten dreißig Jahre nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister der Raumordnung beauftragt hat, die Akten bezüglich Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung durch die Verwaltung, dass der Antrag ein Vorkommen betrifft, das durch die Studie der Universität Lüttich (Professor E.Poty) über das Inventar der Bodenschätze und die Aussichten der langfristigen Bedürfnisse der Abbauindustrie in der Wallonischen Region anerkannt worden ist, dass der besagte Antrag einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs entspricht, was die Wirtschaft, die Beschäftigung und die nachhaltige Mobilität betrifft, und mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt :

- der Betrieb darf innerhalb der heutigen Begrenzungen des Sektorenplans und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als 6 Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet worden sind;

- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie (reine industrielle Kalke, Zement, Ziersteine, Ziegelsteine und Dachziegel, feuerfeste Steine und Sand aus Gießereien) dient;

In Erwägung der Akte über den Antrag auf eine Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith, die 2001 durch die "S.A. Bodarwé et fils" eingereicht worden ist;

In der Erwägung, dass der Steinbruch "La Warchenne" seit zahlreichen Jahren durch die Firma "Carrières et Entreprises Bodarwé et fils" zum Abbau von Quarzit bewirtschaftet wird;

In der Erwägung, dass neben einer großen jährlichen Produktion von Splitt (500 000 Tonnen), die für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten bestimmt ist, die Firma Bruchsteine herstellt und vermarktet, die "Pierre de Waimès" genannt und für den Bau, die Verblendung und die Restaurierung von Gebäuden benutzt werden;

In der Erwägung außerdem, dass die Revision des Sektorenplans ebenfalls die Eintragung als Abbaugbiet von Nebenanlagen des Steinbruchs erlauben wird, nämlich von der vorgesehenen Erweiterung des Lagers für taubes Gestein nordwestlich der Abbaufront, den Absetzbecken am östlichen Rand der Stätte sowie von der Garage, dem Lager für Teile und den südlich des Steinbruchs gelegenen Parkanlagen, auf beiden Seiten der Eisenbahn;

In der Erwägung, dass eine im Juli 2004 durch das Studienbüro ARIES geführte hydrogeologische Studie geschätzt hat, dass die Erweiterung des Steinbruchs die heutige Kapazität der Wasserentnahmestelle von Libômont um ein Viertel und die Abflussmenge der Quellen "sources de l'Espérance" um 5% verringern könnte;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung weder das Bestehen und den Umfang der Bedürfnisse im dem von der Regierung bestimmten Zeitraum noch das quantitative und qualitative Interesse des Vorkommens in Frage stellt; dass sie daher die Wahl der Wallonischen Regierung, die darin besteht, Grundstücken mit einer Fläche von ca. 31 Ha auf dem Gebiet der Gemeinden Weismes und Malmedy die Zweckbestimmung eines Abbaugbiets zu geben, bereits hinsichtlich der quantitativen Erfüllung der Bedürfnisse nicht bestreitet;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt hat, dass die Umsetzung der Abänderung des Sektorenplans:

- die Erweiterung des Betriebs erlauben wird, der nach einem oder zwei Jahren der Bewirtschaftung zum heutigen Abbaurhythmus zum Ende des Vorkommens des heutigen Abbaugbiets kommen wird;

- hinsichtlich der Verwendung der Abbauprodukte angepasst ist, unter Berücksichtigung der Verwertung des Gesteins durch den heutigen Betreiber;

- die Erhaltung von ungefähr dreißig direkten Arbeitsstellen auf der Stätte erlauben wird;

- zu einer Entwässerung führen wird, was keine bedeutsame Auswirkung auf dem Betrieb des Steinbruchs haben wird;

- eine geringe Auswirkung auf die Quellen "sources de l'Espérance" und auf die Wasserentnahmestelle von Libômont haben wird, und dass Alternativen zur Leitungswasserversorgung möglich sein werden;

- Gelände betrifft, die für Wiese und Rottanne mittelmäßig geeignet sind;

- eine ziemlich banale Flora betrifft und keine Natura-2000 Gebiete erheblich beeinträchtigen könnte;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgehoben hat, dass die Umsetzung der Abänderung des Sektorenplans:

- mit Schwebstaub stark belastetes Abflusswasser in den Fluss "Warchenne" gelegentlich ablassen wird, was einen höheren Trübungsgrad verursachen könnte;

- zu einer bedeutenden Verringerung der Abflussmenge der "Warchenne" auf Höhe des Steinbruchs beitragen könnte;

- den Bahntransport der Produkte aus dem Steinbruch wahrscheinlich nicht erlaubt, da die Eisenbahnlinie Nr. 45, die den südlichen Teil des Geländes durchquert, seit Oktober 2004 nicht mehr benutzt wird;

- eine Belästigung für die Anlieger der Zufahrtstraßen zum Steinbruch sowie für den Camping von Arimont bildet;

- die Abbaufrenten des Steinbruchs vom dem Bauernhof "ferme de l'Espérance" näher bringen wird und den landwirtschaftlichen Betrieb um 2,6 Ha Wiesen, die in direkter Nähe des Bauernhofs liegen, kürzen wird;

- zu von den Sprengarbeiten verursachten Schwingungen führen wird, die Überschreitungen der Norm für die neuen Anlagen des Bauernhofs "ferme de l'Espérance" verursachen könnten;

- eine unleugbare optische und landschaftliche Auswirkung haben wird;

In der Erwägung, dass bei der Suche nach Alternativen zu den Abgrenzungen des Vorentwurfs, durch die die Belästigungen oder Nachteile des Betriebs verringert werden könnten, die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, den Umkreis auf Höhe des Bauernhofs "ferme de l'Espérance" zu begrenzen;

In der Erwägung, dass diese lokale Verkürzung des Umkreises eine leichte Erweiterung nach Norden erfordert, um den Bedürfnissen innerhalb des von der Regierung bestimmten Zeitraums nachzukommen;

In der Erwägung außerdem, dass bei der Suche nach Anpassung der Zweckverwendungen mit dem Ziel, die Belästigungen oder Nachteile des Vorentwurfs zu reduzieren, die Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, zZ als Forstgebiete eingetragene Gelände in unmittelbarer Nähe des Bauernhofs "ferme de l'Espérance" als Agrargebiete einzutragen;

In der Erwägung, dass die Vorschläge des Umweltverträglichkeitsprüfers hinsichtlich der Reversibilität der Zweckverwendungen nicht begründet sind;

In der Erwägung, dass das Anlegen einer industriellen Straße zwischen dem Steinbruch und der Straße N 632 auf einer Strecke von ungefähr einem Kilometer eine Verbesserung der Zugänglichkeit des Geländes zum Straßennetz und eine Begrenzung der durch den Lastwagenverkehr verursachten Belästigungen für die Nachbarschaft erlauben würde;

In der Erwägung, dass der Reserveumkreis auf beiden Seiten dieses Straßenprojekts auf ca. zehn Ha reduziert werden kann;

In der Erwägung, dass der Steinbruchbetreiber Maßnahmen wird treffen müssen, um eine Mindestwasserführung des Flusses "Warchenne" beizubehalten;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen bezüglich der Verringerung bzw. Beseitigung der optischen und landschaftlichen Auswirkungen des Projekts von dem Steinbruchbetreiber zu treffen sind;

In der Erwägung, dass eine Pufferzone von mindestens 20 Metern innerhalb des Umkreises des Abbaugbiets von jeglichem Abbau geschützt werden muss;

In der Erwägung, dass der Steinbruchbetreiber Hecken oder eine Barriere mit Baumreihen in der Pufferzone auf Höhe des Bauernhofs "ferme de l'Espérance" wird anpflanzen müssen;

In der Erwägung außerdem, dass die verschiedenen Maßnahmen zur Reduzierung bzw. Ausgleicung der mit dem Betrieb verbundenen Belästigungen durch die Umweltverträglichkeitsprüfung verfeinert werden können, die im Rahmen des nach Abänderung des Sektorenplans einzureichenden Antrags auf eine Globalgenehmigung durchgeführt werden muss;

In der Erwägung ebenfalls, dass die Abbautätigkeit gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen bestimmten Betriebsbedingungen unterworfen ist;

In der Erwägung, dass das zwischen dem Weg am westlichen Rande des Steinbruchs und dem bestehenden Abbaugbiet gelegene Agrargebiet tatsächlich bestockt ist, und dass es wünschenswert ist, diese forstliche Benutzung beizubehalten, um die Stabilität der im westlichen Teil des Geländes befindlichen Halde zu verbessern;

In der Erwägung, dass die Bemühung für die Einrichtung der besagten Halde fortzuführen sind, um jeglichen Erdrutsch zu vermeiden, einschließlich durch Anlage von Stufen und Entwässerung des Regenwassers;

In der Erwägung, dass die westliche Seite der heutigen Halde eigentlich bestockt ist und bereits die Zweckbestimmung als Forstgebiet erhalten kann;

In der Erwägung, dass dem Antrag der Gemeinde Weismes, um den Steinbruch nach dessen Betrieb als technisches Vergrabungszentrum wiederzuverwenden, unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 32 des Gesetzbuches nicht stattgegeben werden kann;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, manche zur Verstärkung bestimmte Gebiete als Ausgleich für die Eintragung neuer zur Verstärkung bestimmten Gebiete zu entwidmen, um dem Inkrafttreten der Abänderung von Artikel 46 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe infolge des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfacung vorzugreifen;

In der Erwägung, dass das östlich des Dorfs Walk gelegene Abbaugbiet auf dem Gebiet von Weismes nicht mehr betrieben wird, dass es teilweise aufgefüllt worden ist, und dass die Zweckbestimmung als "Forstgebiet" nicht mehr geeignet ist;

In der Erwägung, dass das südlich des Gewerbegebiets von Pont-de-Warche auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy gelegene Abbaugbiet angesichts des biologischen und geologischen Interesses des ehemaligen Steinbruchs nicht mehr begründet ist; dass sich die Erweiterung hauptsächlich in permischen Puddingstein ohne wirtschaftlichen Wert erstreckt; dass die Zweckbestimmungen als "Naturgebiet" und "Forstgebiet" jeweils für den ehemaligen Steinbruch und für das Rest des Abbaugbiets am geeignetsten sind;

In der Erwägung, dass das östlich des Dorfs Ligneuville gelegene Abbaugbiet auf dem Gebiet von Malmedy unter Berücksichtigung der Stilllegung dieses Steinbruchs wegen Nachbarschaftsproblemen und seines Kaufs durch einen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber nicht mehr begründet ist, und dass die Zweckbestimmung als "Agrargebiet" am geeignetsten ist;

In der Erwägung, dass das am Ort genannt "Wihonfagne" auf dem Gebiet der Gemeinde Jalhay gelegene Abbaugbiet angesichts des ökologischen Interesses des Gebiets, dessen Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet und dessen schwieriger Erreichbarkeit nicht mehr begründet ist, und dass die Zweckbestimmung als "Naturgebiet" am geeignetsten ist;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung des Vorhergehenden Anlass gibt, die folgenden Maßnahmen zu treffen :

a) auf dem Gebiet von Weismes:

- Eintragung eines Abbaugbiets von 26 Ha, das der Lagerstätte des Steinbruchs "La Warchenne" sowie der Erweiterung der Halde mit taubem Gestein westlich der Abbaufrenten entspricht;

- Eintragung eines Abbaugbiets von 1,5 Ha zur Eingliederung der Absatzbecken, die am östlichen Rande des Steinbruchs gelegen sind;

- Eintragung eines Abbaugbiets von 2 Ha zur Eingliederung der Büros und Steinverarbeitungsanlagen südlich des bestehenden Steinbruchs;

- Eintragung südlich des heutigen Abbaugbiets eines Reserveumkreises von 10 Ha, auf beiden Seiten des Projekts einer industriellen Straße zwischen dem Steinbruch und der Straße N632;

- Umgestaltung von 3,5 Ha Abbaugbiet westlich des bestehenden Abbaugbiets zu einem Forstgebiet;

- Umgestaltung von 0,2 Ha Agrargebiet westlich des bestehenden Abbaugbiets zu einem Forstgebiet;

- Umgestaltung von 3 Ha Forstgebiet nordöstlich des bestehenden Abbaugbiets zu einem Agrargebiet;

- Umgestaltung von 1,7 Ha Abbaugbiet östlich des Dorfs Walk zu einem Forstgebiet;

d) auf dem Gebiet von Malmedy:

- Eintragung eines Abbaugbiets von 1 Ha zur Eingliederung der Büros und Steinverarbeitungsanlagen südlich des bestehenden Steinbruchs;

- Eintragung südlich des heutigen Abbaugbiets eines Reserveumkreises von 0,5 Ha, auf beiden Seiten des Projekts einer industriellen Straße zwischen dem Steinbruch und der Straße N632;

- Umgestaltung eines Abbaugbiets südlich des Gewerbegebiets von Pont-de-Warche zu 0,3 Ha Naturgebiet und zu 2,5 Ha Forstgebiet;

- Umgestaltung eines Abbaugbiets von 3 Ha östlich des Dorfs Ligneuville zu einem Agrargebiet;

d) auf dem Gebiet von Jalhay:

- Umgestaltung eines Abbaugbiets von 21 Ha am Ort genannt "Wihonfagne" zu einem Naturgebiet;



In der Erwägung, dass aus diesen gesamten Erläuterungen hervorgeht, dass das vorliegende Projekt geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit für eine Dauer von dreißig Jahren nachzukommen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung verabschiedet den Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans gemäß dem beigefügten Plan. Dieser Entwurf betrifft die Eintragung von:

- einem Abbaugebiet nördlich und südlich des Steinbruchs "la Warchenne" in Weismes und Malmedy;
- einem Reserveumkreis südlich des Steinbruchs in Weismes und Malmedy;
- einem Forstgebiet westlich des Steinbruchs in Weismes;
- einem Agrargebiet nordöstlich des Steinbruchs in Weismes;
- einem Forstgebiet östlich des Dorfs Walk in Weismes;
- einem Naturgebiet und einem Forstgebiet südlich des Gewerbegebiets von Pont-de-Warche in Malmedy;
- einem Agrargebiet westlich des Dorfs Ligneuville in Malmedy;
- einem Naturgebiet am Ort genannt "Wihonfagne" in Jalhay.

**Art. 2** - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Die Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung vom 28. Mai 2004 und vom 28. Februar 2005 werden hierunter veröffentlicht.

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 889

[2005/200937]

**10 MAART 2005.** — **Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp van wijziging van de gewestplannen Malmedy-Sankt Vith en Hoge Venen-Eifel met het oog op de opnemingsgebieden als uitbreiding van het ontginningsgebied "La Warchenne" gelegen op het grondgebied van de gemeenten Malmedy en Weismes (blad 50/6 N) en de afdanking van ontginningsgebieden op het grondgebied van de gemeenten Weismes, Malmedy (Burnenville en Ligneuville) en Jalhay (Sart) (bladen 50/6 N en S, 50/5 N en 50/2 N)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 32, 35, 36, 40, 41 en 42 tot 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1979 tot vaststelling van het gewestplan Malmedy-Sankt Vith, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 november 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 augustus 1979 tot vaststelling van het gewestplan Hoge Venen-Eifel;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij wordt beslist om het gewestplan Malmedy-Sankt Vith aan herziening te onderwerpen en tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van plan met betrekking tot de opnemingsgebieden als uitbreiding van het ontginningsgebied van de groeve van de Warchenne en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een aansluitingsweg, op het grondgebied van de gemeenten Weismes en Malmedy (blad 50/6 N);

Gelet op de adviezen van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 28 mei 2004 en 28 februari 2005;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999, inzonderheid op de algemene inrichtingsprincipes inzake de winning van de ondergrond, de valorisatie van het patrimonium, de bescherming en het beheer van de hulpbronnen;

Overwegende dat ten gevolge van een offertenaanvraag d.d. 10 oktober 2003 de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu op 7 januari 2004 de "S.A. Atelier 50" erkend krachtens het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de wetgeving betreffende de milieueffectbeoordeling heeft aangewezen om het milieueffectonderzoek over het bovenvermelde ontwerp van wijziging uit te voeren;

Overwegende dat de op 20 juli 2004 aan het Waals Parlement voorgelegde gewestelijke beleidsverklaring 2004-2009 in titel 6 (deel II) betreffende de ruimtelijke ordening uitdrukkelijk bepaalt dat de Regering tot thematische herzieningen van de gewestplannen betreffende de ontginningsgebieden wenst over te gaan;

Overwegende dat de Waalse Regering zo spoedig mogelijk wil inspelen op de behoeften aan ruimte voor de ontginningsactiviteit voor de komende dertig jaar;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft tot de behandeling van de dossiers betreffende de aanvraag om opnemingsgebied over te gaan op grond van de volgende methodologie : het Bestuur gaat na of de aanvraag betrekking heeft op een afzetting gevalideerd door het onderzoek van de Universiteit Luik (Prof. E. Poty) over de inventaris van de hulpbronnen van de ondergrond en over de perspectieven van de toekomstige behoeften van de ontginningsindustrie in het Waalse Gewest, of de aanvraag in economische termen, inzake tewerkstelling en duurzame mobiliteit overeenstemt met een strategisch ontwikkelingsplan van het bedrijf en dat ze in de lijn van minstens één van de volgende prioriteiten ligt :

- binnen de huidige perken van het gewestplan mag de exploitatie naar gelang van het huidige exploitatietempo niet langer dan zes jaar duren behoudens in het strategisch plan gemotiveerde buitengewone omstandigheden;
- de aanvraag draagt ertoe bij een productief potentieel te handhaven in een materiaal dat als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië (kalk en zuivere industriële kalkstenen, cement, sierstenen, bakstenen en pannen, vuurvaste stenen en gieterijzanden);

Gelet op het dossier over de aanvraag om herziening van het gewestplan Malmedy-Sankt Vith dat in 2001 door de "s.a. Bodarwé et fils" werd ingediend;

Overwegende dat de groeve van de Warchenne sinds talrijke jaren geëxploiteerd wordt door de vennootschap "Carrières et Entreprises Bodarwé et fils" voor de ontginning van kwartsiet;

Overwegende dat naast een belangrijke jaarlijkse productie van gebroken stenen (500 000 ton) bestemd voor de werken van de civiele bouwkunde de vennootschap breukstenen genoemd "Pierre de Weismes" (Steen van Weismes) en gebruikt voor de bouw, verviersel en renovatie van gebouwen produceert en op de markt brengt;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan bovendien ook de opnemingsgebied van aanhorigheden van groeve mogelijk zal maken, namelijk de geplande uitbreiding van de opslag van mineraalgesteente ten noordwesten van de ontginningsfronten, de bezinkbakken aan de oostkant van de site alsmede de garage, de opslag van stukken en de parkeerplaatsen gelegen ten zuiden van de groeve aan beide kanten van de spoorweglijn;

Overwegende dat volgens een in juli 2004 door het studiebureau ARIES uitgevoerd hydrogeologisch onderzoek de uitbreiding van de groeve als gevolg heeft dat de huidige capaciteit van de winning van Libômont met één vierde zou kunnen dalen en dat het debiet van de bronnen van de "Espérance" met ongeveer 5 % zou kunnen verminderen;

Overwegende dat het effectonderzoek niet terugkomt op het bestaan, noch op de omvang van de behoeften in de door de Regering bepaalde termijn, noch op het kwantitatieve en kwalitatieve belang van de afzetting; dat ten aanzien van enkel de kwantitatieve dekking van de behoeften het onderzoek bijgevolg de keus van de Waalse Regering niet betwist, waarbij terreinen met een oppervlakte van 31 ha op het grondgebied van de gemeente Weismes en Malmedy als ontginningsgebied worden bestemd;

Overwegende dat het effectonderzoek bevestigd heeft dat de uitvoering van de wijziging van het gewestplan :

- de uitbreiding van de exploitatie tot het einde van de afzetting van het ontginningsgebied binnen één of twee exploitatiejaren met de huidige ontginningsfrequentie zal mogelijk maken;
- geschikt is in termen van gebruik van de ontginningsproducten, rekening houdende met de nuttige toepassing van de rots door de huidige exploitant;
- de handhaving van ongeveer dertig rechtstreekse banen op de site zal mogelijk maken;
- een bemaling als gevolg zal hebben, waarvan de impact niet significant zal zijn voor de exploitatie van de eigenlijke groeve;
- een onbeduidende impact zal hebben op de bronnen van "Espérance" en op de winning van Libômont en dat alternatieven van watervoorziening mogelijk zijn;

- terreinen betreft die voor weilanden en epicea tamelijk weinig aangepast zijn;

- een tamelijk banale flora betreft en geen aanzienlijke impact op Natura-2000-sites zou kunnen hebben;

Overwegende dat het effectonderzoek aangetoond heeft dat de uitvoering van de wijziging van het gewestplan :

- bij gelegenheid afvloeiend hemelwater met talrijke deeltjes in suspensie naar de rivier "Warchenne" zal afvoeren, waardoor het water troebeler zou kunnen worden;

- ertoe bij zou kunnen dragen dat het waterdebiet van de "Warchenne" ter hoogte van de steengroeve aanzienlijk zou kunnen verminderen;

- waarschijnlijk het vervoer van de producten uit de steengroeve over het spoor niet mogelijk zal maken gegeven het feit dat spoorlijn nr. 45, dat het zuidelijke deel van de site doorkruist, sinds oktober 2004 niet meer in gebruik is;

- hinder veroorzaakt voor de omwoners van de toegangswegen naar de steengroeve en voor de camping van Arimont;

- de bewerkte rotswanden dichterbij de hoeve "ferme de l'Espérance" zal brengen en het landbouwbedrijf 2,6 ha weiland die in de onmiddellijke nabijheid van de hoeve gelegen zijn, zal verliezen;

- trillingen teweeg zal brengen die toe te schrijven zijn aan het ontploffen van springtuigen die zouden kunnen leiden tot het meermaals overschrijden van de normen ter hoogte van de nieuwe installaties van de "ferme de l'Espérance";

- ontegensprekelijk een impact zal hebben op uitzicht en landschap;

Overwegende dat het milieueffectonderzoek bij het zoeken naar voor het bedrijf minder hinderlijke en minder nadelige afbakingsalternatieven in het voorontwerp voorstelt om de omtrek ter hoogte van de "ferme de l'Espérance" kleiner te maken;

Overwegende dat die plaatselijke inkrimping van de omtrek een beperkte uitbreiding in het noorden inhoudt om in te spelen op de behoeften in het door de Regering omschreven tijdschema;

Overwegende dat het milieueffectonderzoek daarnaast bij het zoeken naar aangepaste bestemmingen met het oog op het terugdringen van de hinder of de nadelen in het voorontwerp voorstelt om de gronden die heden als bosgebied zijn opgenomen en die in de onmiddellijke nabijheid van de "ferme de l'Espérance" gelegen zijn, als landbouwgebied op te nemen;

Overwegende dat de voorstellen opgemaakt door de ontwerper van het milieueffectonderzoek in termen van omkeerbaarheid van de bestemmingen niet verantwoord zijn;

Overwegende dat de aanleg van een bedrijfsweg tussen de steengroeve en de weg N632 over een afstand van ongeveer één kilometer de site beter bereikbaar zou maken en de buurthinder voortvloeiend uit het af- en aanrijden van de vrachtwagens zou kunnen beperken;

Overwegende dat de reserveringsomtrek aan beide kanten van dat wegontwerp teruggebracht kan worden tot een tiental hectare;

Overwegende dat maatregelen getroffen zullen moeten worden door de uitbater van de steengroeve om een minimumdebiet in de "Warchenne" te behouden;

Overwegende dat de maatregelen met betrekking tot de inperking en zelfs de opheffing van de impact van het ontwerp op uitzicht en landschap door de exploitant van de steengroeve getroffen zullen moeten worden;

Overwegende dat er een bufferzone van minstens 20 meter binnen in de omtrek van het ontginningsgebied vrij van elke ontginning in stand zal moeten worden gehouden;

Overwegende dat de exploitant van de steengroeve een haag of een bomenrij zal moeten aanplanten in de bufferzone ter hoogte van de "ferme de l'Espérance";

Overwegende dat de verschillende maatregelen tot beperking en/of compensatie van de hinder verbonden aan de exploitatie verder verfijnd zullen kunnen worden door het milieueffectonderzoek dat in het kader van de na wijziging van het gewestplan in te dienen aanvraag tot het verkrijgen van de enige vergunning uitgevoerd zal moeten worden;

Overwegende dat de ontginningsactiviteit eveneens onderworpen is aan de exploitatievoorwaarden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden in verband met de groeven en hun bijhorigheden;

Overwegende dat het landbouwgebied gelegen tussen de weg aan de westkant van de steengroeve en het bestaande ontginningsgebied feitelijk bebost is en dat het wenselijk is die grondinneming door bossen in stand te houden om de stabiliteit van de steenberg ten westen van de site gelegen te verbeteren;

Overwegende dat de inspanningen voor de inrichting van die steenberg verder geleverd zullen moeten worden om te voorkomen dat aardverschuivingen zich voordoen met name door de inrichting van horizontale vlakken en de drainage van het regenwater;

Overwegende dat de westelijke zijde van de huidige steenberg feitelijk bebost is en reeds als bosgebied opgenomen kan worden;

Overwegende dat het verzoek van de gemeente Weismes ertoe strekkende de steengroeve na exploitatie een herbestemming te geven als technisch ingravingscentrum niet ingewilligd kan worden rekening houdend met de bepalingen van artikel 32 van het Wetboek;

Overwegende dat de bebouwingsgebieden aan hun bestemming onttrokken dienen te worden als compensatie voor de opnemings van nieuwe bebouwingsgebieden zodat vooruitgelopen kan worden op de inwerkingtreding van artikel 46 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium ten gevolge van het programmadecreet van 3 februari 2005 tot economische relance en administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat het ontginningsgebied gelegen ten oosten van het dorp van Walk op het grondgebied van Weismes niet meer in bedrijf is, dat het gedeeltelijk is opgevuld en dat de bestemming als bosgebied beter geschikt is;

Overwegende dat het ontginningsgebied gelegen bezuiden de bedrijfsruimte van Pont-de-Warche op het grondgebied van de gemeente Malmedy niet langer meer verantwoord is rekening houdend met de biologische en geologische waarde van de voormalige steengroeve; dat de uitbreiding zich hoofdzakelijk over "poudingue permien"-gesteente uitstrekt zonder economische waarde; dat de bestemmingen als natuurgebied en bosgebied geschikter zijn respectievelijk voor de voormalige steengroeve en voor het overblijfsel van het ontginningsgebied;

Overwegende dat het ontginningsgebied gelegen ten oosten van het dorp van Ligneuville op het grondgebied van Malmedy niet meer verantwoord is rekening houdend met de beëindiging van de bedrijvigheid in die steengroeve ten gevolge van problemen in verband met buurthinder, met de overname ervan door een landbouwuutbater en dat de bestemming als landbouwgebied geschikter is;

Overwegende dat het ontginningsgebied gelegen in het gehucht Wihonfagne op het grondgebied van Jalhay niet langer verantwoord is rekening houdend met de biologische waarde van het gebied, met de aanwijzing ervan als Natura 2000-site en zijn slechte bereikbaarheid, dat de bestemming als natuurgebied het meest geschikt is;

Overwegende, rekening houdend met het voorgaande, dat volgende maatregelen getroffen dienen te worden :

a) op het grondgebied van Weismes :

- de opnemings van een ontginningsgebied van 26 ha dat overeenstemt met de afzettingsreserve van de steengroeve van de Warchenne en met de uitbreiding van de steenberg van mineraaloois gesteente ten westen van de fronten;

- de opnemings van een ontginningsgebied van 1,5 ha voor de opnemings van de bezinkingsbekkens gelegen aan de oostkant van de steengroeve;

- de opnemings van een ontginningsgebied van 2 ha voor de opnemings van kantoren en installaties voor de bewerking van het gesteente bezuiden het bestaande ontginningsgebied;

- de opnemings bezuiden het huidige ontginningsgebied van een reserveringsomtrek van 10 ha aan beide kanten van een ontwerp van bedrijfsweg tussen de steengroeve en de weg N632;

- de omschakeling van 3,5 ha ontginningsgebied ten westen van het bestaande ontginningsgebied naar bosgebied;

- de omschakeling van 0,2 ha landbouwgebied ten westen van het bestaande ontginningsgebied naar bosgebied;

- de omschakeling van 3 ha bosgebied ten noordoosten van het bestaande ontginningsgebied als landbouwgebied;

- de omschakeling van 1,7 ha ontginningsgebied ten oosten van het dorp Walk naar bosgebied;

b) op het grondgebied van Malmedy :

- de opnemings van een ontginningsgebied van 1 ha voor de opnemings van kantoren en installaties voor de bewerking van gesteente bezuiden het bestaande ontginningsgebied;

- de opnemings bezuiden het huidige ontginningsgebied van een reserveringsomtrek van 0,5 ha aan beide kanten van een ontwerp van bedrijfsweg tussen de steengroeve en de weg N632;

- de omschakeling van een ontginningsgebied bezuiden de bedrijfsruimte van Pont-de-Warche naar 0,3 ha natuurgebied en 2,5 ha bosgebied;

- de omschakeling van een ontginningsgebied van 3 ha ten oosten van het dorp Ligneuville als landbouwgebied;

c) op het grondgebied van Jalhay :

- de omschakeling van een ontginningsgebied van 21 ha in het gehucht Wihonfagne naar natuurgebied;

Overwegende dat uit de gezamenlijke overwegingen voortvloeit dat dit ontwerp de behoeften aan ruimte voor de verderzetting van de ontginningsbedrijvigheid voor een duur van dertig jaar kan invullen met inachtneming van de doelstellingen bedoeld bij artikel 1 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Op de voordracht van de minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering keurt de ontwerp-wijziging van het gewestplan volgens bijgevoegd plan goed met inbegrip van de opnemings :

- van een ontginningsgebied benoorden en bezuiden de steengroeve van de Warchenne op het grondgebied van Weismes en Malmedy;

- van een reserveringsomtrek bezuiden de steengroeve op het grondgebied van Weismes en Malmedy;

- van een bosgebied ten westen van de steengroeve op het grondgebied van Weismes;

- van een landbouwgebied ten noordoosten van de steengroeve op het grondgebied van Weismes;

- van een bosgebied ten oosten van het dorp Walk op het grondgebied van Weismes;

- van een natuurgebied en een bosgebied bezuiden de bedrijfsruimte van Pont-de-Warche op het grondgebied van Malmedy;
- van een landbouwgebied ten westen van het dorp Ligneuville op het grondgebied van Malmedy;
- van een natuurgebied in het gehucht van Wihonfagne op het grondgebied van Jalhay.

**Art. 2.** De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De adviezen van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 28 mei 2004 en 28 februari 2005 worden hieronder bekendgemaakt.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 890

[2005/200938]

### 17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 14, 15, 16 et 17;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 23 décembre 2004, en application de l'article 13 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 28 décembre 2004, en application de l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique Les Maronniers, donné le 17 janvier 2005, en application de l'article 16 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies, donné le 1<sup>er</sup> février 2005, en application de l'article 16 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'en exécution des articles 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3<sup>o</sup>, et 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 2<sup>o</sup>, il y a lieu de fixer par arrêté du Gouvernement les règles de déontologie, que ces règles sont intégrées dans les chartes visées à l'article 4 du présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle certaines matières visées à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Par lettre signée par le Ministre-Président et le Ministre de tutelle adressée à son président, le Gouvernement informe l'organe de gestion de l'organisme concerné des orientations qu'il arrête relatives aux statuts, aux missions et à l'objet social de l'organisme.

**Art. 3.** Le Gouvernement communiquera au Parlement, le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, un rapport reprenant les informations visées à l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, ci-après le décret, pour l'ensemble des organismes concernés.

Ces informations sont transmises au Ministre-Président et au Ministre de tutelle par les présidents des organismes concernés, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

**Art. 4.** Le contenu des chartes visées aux articles 16 et 17 du décret est déterminé respectivement dans les annexes I et II du présent arrêté.

**Art. 5.** Le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de chaque organisme concerné, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE